

Cote du document: EB 2010/100/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 13 d) i)
Date: 16 septembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République d'Arménie pour le

Programme de création d'actifs en milieu rural

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Henning V. Pedersen
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2635
courriel: h.pedersen@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Centième session
Rome, 15-17 septembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Carte de la zone du programme



Republic of Armenia
Rural Asset Creation Programme



Source: FIDA
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République d'Arménie

Programme de création d'actifs en milieu rural

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Arménie
Organisme d'exécution:	Services du Premier Ministre
Coût total du programme:	52,35 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,48 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,50 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions durcies (20 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec un taux d'intérêt de trois quarts de point [0,75%]), sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration du document EB 2010/100/R.10
Cofinanceurs:	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP) Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) Autre cofinancier (à déterminer)
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: 20 millions d'USD USAID: 2 millions d'USD Autre cofinancier: 2,30 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: à déterminer USAID: don
Contribution de l'emprunteur:	11,02 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,05 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Arménie pour le Programme de création d'actifs en milieu rural, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt et de don à la République d'Arménie pour le Programme de création d'actifs en milieu rural

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. La mise en place du Programme de création d'actifs en milieu rural part du constat selon lequel, pour poursuivre la réduction de la pauvreté rurale et des disparités socioéconomiques entre les régions en Arménie, il convient de s'inscrire dans le contexte d'un monde rural dominé par la petite agriculture et de s'attaquer aux obstacles que constituent l'étroitesse du marché de l'emploi rural et la faiblesse des rémunérations. Pour réussir à lever ces difficultés, le programme sera axé sur l'intégration des producteurs, des transformateurs et des négociants ruraux à des marchés de produits de grande valeur en formation ou déjà constitués, tant au sein du pays qu'à l'exportation. À cet effet, le recours aux technologies modernes permettra d'accroître la production et d'obtenir des gains de productivité grâce à des progrès concernant la qualité, les volumes, la régularité et la compétitivité des produits agricoles.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République d'Arménie un prêt d'un montant de 8,9 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,48 millions d'USD) à des conditions durcies, sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration du document EB 2010/100/R.10, et un don d'un montant de 0,33 million de DTS (équivalant approximativement à 0,50 million d'USD), pour contribuer au financement du Programme de création d'actifs en milieu rural. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec un taux d'intérêt de trois quarts de point (0,75%).

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Arménie au titre du SAFP est de 13,97 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. De même que tous les programmes financés par le FIDA, le programme s'intègre parfaitement au programme national de dépenses à moyen terme établi par le gouvernement.

Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints

5. Le programme est pleinement conforme au Programme de développement durable de l'Arménie ainsi qu'à la Stratégie de développement durable du secteur agricole adoptée en 2006.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. À moyen terme, la dette de l'Arménie devrait rester stable. En dépit d'un recours important aux financements extérieurs en 2008-2010 et de la dépréciation du taux de change, les aides publiques étant accordées à des conditions favorables, le risque de voir l'endettement atteindre un niveau insupportable est limité. La gestion macroéconomique évite tout dérapage et le pays enregistrait un taux de croissance annuel supérieur à 5% avant la crise financière de 2009. L'Arménie a toujours remboursé les prêts du FIDA dans les délais.

Flux de fonds

7. Le produit du prêt et du don du FIDA sera versé selon les modalités décrites dans l'accord de financement type conclu entre le Fonds et le gouvernement. Le Ministère des finances ouvrira un compte sur lequel seront déposés les fonds destinés à financer la part des dépenses incombant au FIDA.

Modalités de supervision

8. Le FIDA assurera la gestion du prêt et du don, la supervision du programme ainsi qu'un appui à l'exécution si nécessaire.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) vérification annuelle des comptes et états financiers du programme, en application des normes internationales; ii) supervision régulière et appui à l'exécution; iii) clauses de l'accord de financement régissant l'exploitation et l'entretien des infrastructures financées sur les fonds du programme; et iv) contrat de performance ayant l'agrément du FIDA, qui sera conclu entre le Gouvernement arménien et la société par actions créée dans le cadre du programme pour stipuler les obligations des deux parties.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

11. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le programme s'adressera aux petits producteurs de la filière des fruits et fruits à coque – il s'agit de femmes et d'hommes qui vivent dans la région la plus pauvre du pays, dont l'intérêt est de passer à une production plus commerciale axée sur les marchés, et qui sont désireux de le faire.

Méthode de ciblage

12. Le programme fera appel à trois méthodes de ciblage: i) ciblage géographique reposant sur la pauvreté et les aspects agroécologiques, puisqu'en Arménie les fruits et fruits à coque sont produits à une altitude plutôt élevée où la population pauvre est importante en raison de la rudesse des conditions agroécologiques; ii) autociblage pour les investissements en exploitation et les investissements dans les infrastructures, qui seront fonction de la demande et des capacités financières; et iii) ciblage direct reposant sur la disponibilité des actifs au sein du groupe cible. Dans le cadre de ce programme, les considérations d'équilibre entre hommes et femmes seront systématiquement prises en compte pour les besoins du ciblage et de l'attribution des avantages puisque des seuils seront fixés en matière de participation des femmes.

Participation

13. Le programme repose sur une démarche participative d'identification systématique des possibilités d'investissement dans les régions les plus pauvres du pays, les priorités étant établies en fonction de trois critères: l'impact potentiel sur la pauvreté, le retour sur investissement et la création d'emplois. Les deux

composantes opérationnelles (voir ci-dessous) et les activités soutenues dans le cadre du programme nécessitent la participation active des bénéficiaires qui auront à prendre des initiatives et à apporter des contributions.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Le programme a pour finalité de réduire la pauvreté rurale en Arménie au travers de la réalisation des objectifs suivants: i) établir un secteur des fruits et des fruits à coque viable permettant l'intégration des petits exploitants ruraux pauvres en amont; ii) créer une entité entièrement privatisée ayant pour objet de fournir des services au secteur des fruits et fruits à coque (Fruit Armenia); et iii) remédier au manque d'infrastructures qui empêche les ruraux pauvres engagés dans une activité économique de participer davantage au mouvement d'ouverture de l'économie rurale aux marchés.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. À travers l'action de concertation qu'il mène en Arménie, le FIDA cherche à obtenir que l'accent soit mis sur les perspectives d'une croissance favorable aux ruraux pauvres et sur le développement des secteurs du monde rural qui présentent un potentiel de croissance compte tenu de leur rentabilité, de leurs atouts en matière de commercialisation et de l'existence avérée de débouchés à l'exportation. Dans cette optique, la mise en place d'un environnement plus favorable au développement du secteur privé est un élément important des discussions engagées avec le gouvernement et les autres partenaires.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le dernier exposé des options et stratégies d'intervention pour l'Arménie fait valoir que, tout en continuant de donner la priorité aux régions rurales les plus défavorisées, le FIDA devrait envisager de procéder à des investissements pour appuyer l'accroissement de la production et de la productivité pour les filières agricoles qui affichent la rentabilité la plus forte. En outre, le programme est conforme aux objectifs du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010 concernant l'accès aux technologies améliorées, aux services financiers et à la création d'entreprises.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Comme indiqué précédemment, le programme est pleinement conforme aux politiques et stratégies du gouvernement.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Le programme coïncide avec un certain nombre d'initiatives soutenues par différents organismes, dont il est complémentaire: i) Millenium Challenge Corporation Armenia, et en particulier l'activité *Water-to-Market*; ii) un projet de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) en faveur du renforcement du secteur financier (*Financial Sector Deepening Project*); iii) un projet de l'USAID en faveur des collectivités locales arméniennes (*Local Government Project*); iv) un projet financé par la Banque mondiale en faveur du développement des entreprises rurales et de la petite agriculture commerciale qui a trait à la construction de réseaux de gaz, au développement économique axé sur les communautés et à l'accès des petits paysans aux marchés (*Rural Enterprise and Small-Scale Commercial Agriculture Development Project*); et v) un projet financé par la Banque asiatique de développement concernant le secteur des routes rurales (*Rural Road Sector Project*).

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le programme comprend trois composantes: i) appui au secteur des fruits et fruits à coque; ii) infrastructures rurales; et iii) gestion du programme.

Catégories de dépenses

20. Le programme comprend les catégories de dépenses suivantes: i) travaux de génie civil (9,9%); ii) équipement, biens et véhicules (1,3%); iii) formation, assistance technique et services spécialisés (4,3%); iv) financement de Fruit Armenia (75,6%); et v) coûts récurrents (8,9%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Le Programme de création d'actifs en milieu rural étant de nature plurisectorielle, la responsabilité globale de sa gestion et de sa mise en œuvre sera confiée à un comité de pilotage du programme relevant des services du Premier Ministre.

Responsabilités en matière d'exécution

22. L'unité d'analyse et de gestion de programme déjà en place en Arménie, qui donne toute satisfaction, sera chargée de la gestion courante du programme et de son démarrage. Dans le cadre du programme, une société par actions (Fruit Armenia) sera créée; elle sera le principal vecteur utilisé pour appuyer les filières du secteur des fruits et fruits à coque. Cette entité sera dotée d'une équipe de direction chevronnée rendant compte à un conseil d'administration au sein duquel les représentants du secteur privé seront majoritaires. Dans un premier temps, l'intégralité du capital de la société sera aux mains de l'État. Toutefois, l'un des éléments essentiels de la stratégie retenue à l'égard de la société Fruit Armenia consiste à diversifier son actionnariat dès que ses activités auront atteint un développement suffisant pour attirer des investisseurs extérieurs et à supprimer la participation de l'État. Sur le plan de l'organisation, la société comportera: i) un département "pépinière"; ii) un département "aménagement de vergers" chargé de créer des vergers modernes dans des petites exploitations agricoles sous contrat; et iii) un département "gestion des produits". Comme c'était déjà le cas pour les précédents programmes du FIDA, l'unité d'analyse et de gestion de programme sera responsable de l'exécution de la composante portant sur les infrastructures rurales.

Rôle de l'assistance technique

23. Un don du FIDA servira à financer pendant quatre ans une assistance technique internationale pour appuyer la création et l'exploitation de Fruit Armenia.

Situation des principaux accords d'exécution

24. Un plan d'action relatif à la création de Fruit Armenia, à mettre en œuvre au cours de la première année du programme, a été intégré au rapport final sur la conception.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du programme est de 52,35 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont: le FIDA avec un prêt de 13,48 millions d'USD et un don de 0,50 million d'USD (26,70%); le Fonds de l'OPEP pour le développement international à hauteur de 20 millions d'USD (38,20%); l'USAID avec un don de 2 millions d'USD (3,82%); un autre cofinanceur à hauteur de 2,30 millions d'USD (4,40%); le gouvernement avec 11,02 millions d'USD (21,05%); et les bénéficiaires avec 3,05 millions d'USD (5,83%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

26. Le Programme de création d'actifs en milieu rural devrait se traduire par un accroissement des actifs et des revenus tant pour les petits agriculteurs pauvres que pour les exploitants de petites et moyennes entreprises et la main-d'œuvre salariée des zones rurales. Les avantages découleront: i) des bénéfices que les petits producteurs pauvres tireront de leur intégration aux filières des fruits et fruits à coque grâce au contrôle de la qualité de l'aménagement et de l'exploitation de vergers modernes, où seront plantées des variétés très productives pour lesquelles la demande nationale et internationale est en hausse; et ii) de la modernisation des

infrastructures rurales, qui profitera avant tout aux personnes qui exercent une activité liée à l'agriculture, mais aussi aux entreprises rurales extra-agricoles, qui en tireront un avantage économique, et à la population rurale dans son ensemble, qui en tirera avantage sur le plan social.

Viabilité économique et financière

27. L'analyse économique donne un taux de rendement de 15% pour l'ensemble du programme. Il a été procédé à des modélisations très détaillées portant sur plusieurs éléments, à commencer par la société Fruit Armenia, dont les résultats font apparaître une rentabilité financière satisfaisante pour les activités financées.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Le programme sera l'occasion de produire des supports d'information et générera des processus d'apprentissage puisqu'il est prévu des ateliers annuels d'examen et de planification réunissant les parties concernées, des études sectorielles, des rapports et un suivi-évaluation. La publication sur plusieurs supports de l'expérience tirée du programme apportera une contribution non négligeable au corpus de connaissances régional et national. En outre, un support d'information particulièrement original et important sera produit puisqu'il est proposé d'élaborer un manuel national de l'exportation de produits frais sous forme de document évolutif consultable sur le web.

Innovations en matière de développement

29. La principale innovation est la création de la société Fruit Armenia afin de disposer d'un outil institutionnel permettant d'obtenir un développement des filières favorable aux populations pauvres qui servira les intérêts économiques de la petite agriculture. Au nombre des aspects novateurs: i) une approche-filière sélective fondée sur les entreprises; ii) un modèle consistant à utiliser une société comme vecteur du financement de la modernisation d'un secteur, en l'absence de financements classiques; iii) l'application du modèle de l'agriculture sous contrat pour procéder à un transfert de technologies massif en faveur de très petites exploitations situées en zone de montagne; et iv) l'utilisation d'un modèle commercial fondé sur les entreprises pour moderniser le matériel végétal de l'ensemble du secteur des fruits et fruits à coque, afin de répondre à la demande des marchés d'exportation à l'échelle internationale.

Approche d'élargissement

30. Fruit Armenia est une société à actionnariat ouvert qui vise expressément à attirer les investissements privés afin de financer son essor et une application à plus grande échelle. S'il s'avère probant, ce modèle pourrait être repris dans d'autres pays pour servir d'outil efficace de transfert de technologies et d'intégration amont et aval des filières de produits.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. Le programme est confronté à deux principaux risques: i) la qualité des services assurés par la société fruit Armenia en cas d'ingérence de l'État; et ii) un manque de rigueur dans l'exécution des contrats. Les mesures d'atténuation prévues sont: i) la signature d'un contrat de performance entre le Gouvernement arménien et la société Fruit Armenia, mentionnée à la section du présent document qui traite de la gouvernance; ii) la composition du Conseil d'administration de la société Fruit Armenia, au sein duquel le secteur privé sera d'emblée majoritaire; iii) les mesures prises pour assurer le recrutement de personnes chevronnées pour occuper les postes importants au sein de la société; et iv) les investissements substantiels dans une assistance technique internationale de longue haleine. En ce qui concerne le risque de manque de rigueur dans l'exécution des contrats, Fruit Armenia insérera dans les contrats de production conclus avec les paysans des clauses de pénalité

soigneusement formulées dont l'exécution en cas de contentieux représenterait une charge raisonnable pour la société.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B, car il est peu probable qu'il ait un impact environnemental néfaste significatif.

K. Durabilité

33. Les caractéristiques de la conception du programme qui contribuent à la durabilité sont notamment: i) l'accent mis sur une agriculture à l'écoute des marchés, dans la perspective d'investissements durables; ii) la règle selon laquelle les bénéficiaires doivent apporter un cofinancement, afin de faire en sorte qu'ils adhèrent au programme; iii) l'importance attachée aux activités visant à permettre aux bénéficiaires de prendre pied sur des marchés en formation ou déjà constitués et d'en tirer profit et de faire fructifier l'aide au développement dans le cadre de l'économie de marché; et iv) l'intégration d'une clause stipulant la privatisation progressive et complète de la société Fruit Armenia.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de financement entre la République d'Arménie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. La République d'Arménie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts, sous réserve de l'approbation par le Conseil d'administration du document EB 2010/100/R.10.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Arménie un prêt à des conditions durcies, telles que définies au paragraphe 2 du présent document, d'un montant équivalant à huit millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (8 900 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Arménie un don d'un montant équivalant à trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (330 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Rural Assets Creation Programme"

(Negotiations concluded on 26 August 2010)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Programme Title: Rural Assets Creation Programme (the "Programme")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of Armenia (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS:

- A) The Fund has agreed to provide financing to support the Rural Assets Creation Programme in the Republic of Armenia;
- B) The Borrower intends to obtain from the Organisation of the Petroleum Exporting Countries ("OPEC") Fund for International Development ("OFID") financial assistance approximately in the amount of twenty million United States dollars (USD 20 000 000) to assist on financing the Programme;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. The term Borrower shall be used in this Agreement to refer both to the Borrower of the Loan and to the Recipient of the Grant.

Section B

- 1 (a) The amount of the Loan is eight million nine hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 8 900 000).
- (b) The amount of the Grant is three hundred and thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 330 000).
- 2 The Loan is granted on hardened terms.
- 3 The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
- 4 The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st January.
- 5 Payments of principal and service charge shall be payable on each 1st February and 1st August.
- 6 The Programme Analysis and Administration Unit ("PAAU") shall operate three Programme Accounts: (a) a Programme Account for operational expenses ("Operational Programme Account"), a Programme Account for infrastructure expenses ("Infrastructure Programme Account") and a Programme Account for support to the fruits and nuts sector ("Fruit and nuts sector Programme Account"). The PAAU shall also operate two accounts designated to receive funds in advance in USD, one for the Loan and one for the Grant ("Designated Accounts"). The Programme Accounts and Designated Accounts shall be managed by the Director of the PAAU or any other person designated to act on his or her behalf by the Borrower.
- 7 The Borrower shall provide counterpart financing for the Programme in the amount of about USD 3 300 000 for infrastructure in cash contribution, as well as necessary funds to cover taxes, including customs and social payments.

Section C

- 1 The Lead Programme Agency ("LPA") shall be the Prime Minister's Office of the Borrower.
- 2 The following are designated as additional Programme Parties:
 - (a) the PAAU as described in paragraph 6 of Schedule 1 hereto; and
 - (b) Fruit Armenia ("FA") as described in paragraph 7 of Schedule 1 hereto.
- 3 The Programme Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

- 1 The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the Borrower has not entered into a Subsidiary Financing Agreement as described in paragraph 7.3 of Schedule 1 by the end of the first Programme Year.

2. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) the Governmental Decree, confirming PAAU, shall have been issued in accordance with paragraph 6.1 of Schedule 1; and
- (ii) A Programme Steering Committee ("PSC"), as described in paragraph 5 of Schedule 1, shall have been established.
- (iii) The Borrower shall have made a deposit in the Infrastructure Programme Account in an amount equivalent to one million and one hundred thousand US Dollars (USD 1 100 000) to support infrastructure investment under the Programme.

(b) Withdrawals to finance Fruit Armenia under category IV of Schedule 2 hereto shall be limited to USD 300 000 until a Performance Contract, as described in paragraph 7.4 of Schedule 1, has been entered into between the Borrower and FA.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower, and shall enter into force upon receipt by the Fund of an instrument of ratification in accordance with the Borrower's legislation.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Ministry of Finance
1 Melik – Adamyan Str.
Yerevan 0010
Republic of Armenia

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The beneficiaries of the Programme shall be poor smallholder women and men and key stakeholders in the fruit and nut value chains as well as the general population of disadvantaged mountain area communities of Armenia.

The Programme Area shall cover the marzes of Shirak, Lori, Tavush, Aragatsotn, Gegharkunik, Vayots Dzor and Syunik ("Programme Area").

2. *Goal.* The overall goal of the Programme is to reduce rural poverty in Armenia.

3. *Objective.* The Programme's objectives are: (i) the establishment of an economically viable fruits and nuts sector with backwards linkages to poor rural smallholders; (ii) the establishment of an entity to be fully privatised for delivery of services to the fruits and nuts sector; and (iii) the removal of infrastructure bottlenecks that inhibit increasing participation of the economically active rural poor in enhanced commercialization of the rural economy.

4. *Components.* The Programme shall consist of three components: (i) Support to Fruits and Nuts Sector; (ii) Rural Infrastructure; and (iii) Programme Management.

4.1. Component 1: Support to Fruits and Nuts Sector. This component seeks to increase poor smallholder assets and incomes in the Programme Area through linking them to the Armenian fruit and nut value chains. This will comprise the establishment of Fruit Armenia (FA) as a Joint Stock Company. FA shall carry out the following functions:

- (a) Maintaining a central nursery, a tissue laboratory, and mother trees for multiplication of root stock and other selected varieties;
- (b) Orchard establishment, contracting farmers in the nuts and fruit sector and training of contract farmers in all aspects of orchard management;
- (c) Maintaining a pack house and processing units for fruits and nuts; and
- (d) Providing support for marketing on domestic and international markets, organizing the logistics of sales, branding and advertising, and post-sales services.

This component shall further improve the overall reputation and visibility of Armenia's horticultural produce on the international market. To this end the support shall be provided for (i) agro-related laboratories; (ii) export promotion through the Union of Exporters of Armenia; and (iii) training of poor smallholder fruits and nuts producers not contracted by FA as well as private sector nurseries.

4.2. Component 2: Rural Infrastructure. This Component shall support investments in rural infrastructure in order to: (i) improve livelihoods and economic growth in disadvantaged rural communities; and (ii) support the achievement of the full economic potential of the beneficiary clusters identified under the support given to the fruits and nuts sector under the Programme. This shall comprise support to the construction or rehabilitation of public utilities located in disadvantaged mountain areas with high poverty incidence, including the construction of water supplies, natural gas supplies, and storm water drainages, as well as supporting the construction of rural roads and ancillary structures that complement and strengthen Programme investments.

4.3. Component 3: Programme Management. This component shall support Programme management as outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

A. General

5. *Programme Steering Committee ("PSC")*

5.1 A Programme Steering Committee with a composition acceptable to the Fund shall be established. The PSC shall have the overall responsibility for management and implementation of the Programme and shall report to the Lead Programme Agency.

6. *Programme Analysis and Administration Unit ("PAAU")*

6.1. A Government Decree shall be issued to confirm that the current PAAU of the Farmer Access Market Programme ("FMAP"), partially financed by the Fund through a Programme Financing Agreement dated 8 January 2008, shall carry out the administrative, financial and operational responsibilities of the Programme. The PAAU shall enjoy administrative, financial and operational autonomy and shall be empowered to enter into contractual relations with third parties. The staff recruitment and final composition of the PAAU shall be subject to no objection by the Fund. The PAAU shall report to the Lead Programme Agency.

6.2. The main tasks of the PAAU shall be to carry out the monitoring and overall programming and budgeting of Programme activities, establishing the FA and oversee the implementation of infrastructure activities.

B. Component Management

7. *Fruit Armenia (FA)*

7.1. The Borrower, through the PAAU, shall establish FA as a Joint Stock Company under Armenian law. FA's Statutes shall be subject to no objection by the Fund and shall outline that, apart from commercial viability, its purpose is poverty reduction through economic development in rural Armenia. The FA shall draw a 3-5 year business plan, subject to no objection by the Fund, which shall include a divestment strategy regarding the public ownership of FA.

7.2. Ownership of all shares in FA shall initially be with the Borrower, but gradually transferred to strategic investors and farmers contracted by FA through the sale of shares in FA. A Shareholders' Agreement, subject to no objection by the Fund, shall define the shareholders' relations in FA.

7.3. The Borrower shall enter into a Subsidiary Financing Agreement with FA, which shall provide that the Borrower will enter into contracts with FA to provide financing to FA as follows: (i) USD 1.7 million in the form of equity; (ii) USD 1.5 million in the form of a grant; and (iii) USD 7 million in the form of a loan. Both the Subsidiary Financing Agreement and the above-mentioned contracts shall be subject to no objection by the Fund.

7.4. The Borrower shall enter into a Performance Contract with FA to define, among others: (i) the development and commercial objectives and targets of FA; (ii) compensation of Management of FA, as described in paragraph 7.6 below; and

(iii) the modalities for subcontracting services provided by FA to the private sector. The contents of the Performance Contract shall be subject to no objection by the Fund.

7.5. The FA shall have a Board of Directors, comprising of a majority of representatives of the private business sector with interest in the successful development of FA, and Government representatives. Chairmanship of the Board of Directors shall rotate annually. Each appointment by the Borrower of a member of the Board of Directors shall be subject to no objection by the Fund.

7.6. The Board of Directors shall recruit on a competitive basis the Management of FA including a locally recruited Executive Director, an internationally recruited Deputy Executive Director, a Senior Technical Advisor, a Financial Manager, an Accountant, a Lawyer, a Value Chain Manager and a Business Development Advisor. The Borrower, in its capacity as shareholder in FA, shall ascertain that the terms of reference, qualifications as well as recruitment of the Management of FA receive no objection by the Fund.

7.7. The PAAU shall initially assist in the establishment of FA. This shall entail, among others, assistance in recruitment of staff, procurement, transfer of funds and financial management. Once fully established, FA shall function fully independently of PAAU and be governed solely by its Board of Directors and shareholders. The PAAU shall also provide support to: (i) agro-related laboratories; (ii) export promotion through the Union of Exporters of Armenia; and (iii) training of poor smallholder fruits and nuts producers not contracted by FA as well as private sector nurseries.

7.8. Implementation of Component 2 'Rural Infrastructure', shall be the responsibility of the PAAU. The main tasks of the PAAU shall include: (i) pre-qualification of rural infrastructure investments; (ii) screening and ranking of rural infrastructure investments; (iii) final selection of rural infrastructure investments; (iv) procurement of civil works; (v) contracting of persons or entities for the supervision of civil works; and (vi) providing of guidance to persons or entities that have been contracted for the supervision of civil works.

7.9. The PAAU shall continue to support and monitor the activities carried out by the Revolving Funds established under the previous IFAD projects (the North-West Agricultural Services Project, the Agricultural Services Project, the Rural Areas Economic Development Programme and the FMAP), as well as any other activity, as appropriate, provided for in the financing agreements between IFAD and the Borrower regarding said IFAD projects.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (SDR)	Grant Amount Allocated (SDR)	Percentage of financing under the Loan and Grant
I. Civil works:			
a) Contracted works for rural transportation infrastructure	730 000		75% net of taxes
b) Design and supervision for rural transportation infrastructure	65 000		100% net of taxes
II. Equipment, Goods and Vehicles	110 000		100% net of taxes
III. Training, Technical Assistance and specialist services	370 000		100% net of taxes
IV. Fruit Armenia financing	6 720 000	330 000	100% net of taxes exclusive of government contribution for land
V. Recurrent costs	755 000		50% net of taxes
VI. Unallocated	150 000		
TOTAL	8 900 000	330 000	

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account and the Grant Account if the Borrower has defaulted in the performance of the covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme:

1. IFAD loan and grant proceeds shall not be used to social security charges for Programme staff to the Social Security Fund. For all such charges, the Borrower shall use the financial assistance provided by OFID, as mentioned in paragraph B) of the Preamble to this Agreement. Income taxes shall be paid by the contracted staff and individual service providers directly and shall not be retained by the PAAU or other implementing agencies.

Key reference documents

IFAD reference documents

Administrative Procedures on Environmental Assessment

COSOP 2003

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Programme design document (PDD) and key files

Private-Sector Development and Partnership Strategy

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks	
Goal				
Rural poverty in Armenia reduced.	<ul style="list-style-type: none"> 10% reduction in the number of rural people living on < USD 4.30/day. At least 20% of households involved in RACP activities increase household asset ownership. 	National Statistics (NSS Poverty Profiles). Household surveys (e.g., ILCS, ADHS, RIMS). Impact assessment studies.	<p>Macro-economic environment and related policies remain conducive to investment, private sector development and trade.</p> <p>No deterioration in existing markets for fruit and nuts.</p> <p>No distortions introduced in markets for land.</p> <p>Sustainable mechanism put in place for operation and maintenance of infrastructure.</p>	
Objective				
<p>Viable fruits and nuts sector with backward linkages to poor rural smallholders established.</p> <p>Fruit Armenia fully privatised.</p>	<ul style="list-style-type: none"> At least 10% increase in exports of fruits and nuts by PY5. At least 10% of commercially oriented farmers in the sector have established contractual arrangements by PY5. At least 1500 full-time and seasonal jobs created by PY5. A minimum of 1 500 additional rural poor smallholder farmers take up at least one of improved technologies by PY5. At least 3 000 ha of land put under fruits/nut production. A business plan detailing key milestones for privatisation developed by PY 3. Fruit Armenia fully privatised by PY 8. 	<p>Government export statistics.</p> <p>Farmer interviews.</p> <p>Government agricultural statistics.</p> <p>Enterprise statistics, including farms.</p> <p>Government employment records.</p> <p>Household interviews.</p> <p>Business Plan.</p> <p>Fruit Armenia accounts.</p>		
Outcomes				
Human and financial assets of participating households sustainably improved.	<ul style="list-style-type: none"> At least a fivefold increase in the value of fruit/nut orchard land. A reduction of at least 50% in wood used for heating/ cooking in villages where gasification introduced by PY5. At least 10% reduction in work days lost. 	<p>Cadastral values/market studies.</p> <p>Government forestry/agricultural statistics.</p> <p>Household interviews.</p>		
Outputs				
1. Private sector based joint stock company set up.	<ol style="list-style-type: none"> 1.1. Fruit Armenia breaks even by PY4. 1.2. At least 7 nurseries procure stocks from Fruit Armenia by PY 5. 1.3. Fruit Armenia establishes contract farming arrangements with at least 450 poor smallholder farmers by PY5. 1.4. At least 300 ha of new orchard land put under production by PY3. 	<p>Fruit Armenia financial statements.</p> <p>Records from Fruit Armenia and nurseries.</p> <p>Fruit Armenia records.</p> <p>Government agricultural statistics and farmer interviews.</p>		
2. Internationally acceptable certification facilities established.	<ol style="list-style-type: none"> 2.1. 40% increase of fruit and nut production that meets international quality standards by PY 5. 2.2. At least two certification facilities financially sustainable by PY 5. 	Laboratory/facilities records.		
3. Rural infrastructure that facilitates commercial farming put in place.	<ol style="list-style-type: none"> 3.1. At least 15 villages connected to markets by feeder roads (40 km) by PY5. 3.2. At least 20% reduction in post-harvest losses after road construction. 3.3. Gasification of 95 villages (about 100 000 households) completed by PY 5. 3.4. Improved drinking water supply provided to at least 35 villages (33 000 households) by PY 5. 	<p>PAAU records (contracts).</p> <p>Farmer interviews.</p>		